

# LA CAUSE DE LA DEBACLE D'ESPAGNE :

**absence du parti  
révolutionnaire  
dans la guerre civile**

**L** E fascisme a vaincu la Catalogne révolutionnaire. Les derniers 35.000 combattants de l'Armée populaire viennent de passer en Franco, et le drapeau franquiste flotte maintenant sur toutes les Pyrénées, de Port-Bou à San-Sebastien.

Les tribunaux militaires de Franco commencent à siéger à Barcelone, et vont anéantir les éléments révolutionnaires que Negrin n'a pas eu le temps de détruire. La vengeance du fascisme s'abat particulièrement sur le prolétariat révolutionnaire de première heure : le tribunal militaire est entré en fonction pour la première fois à Barcelone, en condamnant à mort des ouvriers qui furent les responsables des premiers comités d'usines de juillet 36 et la police vient d'arrêter Rebull et autres...

Negrin-Hernandez-C.N.T., veulent continuer la résistance dans le Centre. Que sera cette résistance et quelle sera sa durée ? La réponse dépend de la France et de l'Angleterre. De toutes façons, elle s'avère très difficile puisque l'Espagne républicaine se trouve cernée entre les fronts d'Andalousie, d'Estremadoure, du Centre, de Catalogne, et les Baléares, dont la dernière parcelle, Minorque, vient d'être livrée à Franco par les démocrates franco-anglaise.

Cependant, pour qui a suivi attentivement le déroulement de la guerre civile d'Espagne,

les derniers événements tragiques ne peuvent pas être une surprise.

Les défaites militaires subies ces derniers jours par l'Armée Populaire de Negrin-Diaz-Azana-C.N.T., sont les fruits de deux années et demie de politique de front populaire antifasciste — politique à laquelle se sont ralliés sans exception, en dépit de leur phraséologie « révolutionnaire » les partis et organisations « d'extrême-gauche » : C.N.T. - F.A.I. et P.O.U.M.

Grâce à cette politique antifasciste démocratique du front populaire (la même qui a laissé se préparer le soulèvement militaire-fasciste du 19 juillet) voulant se faire passer pour « pacifiste », la guerre civile d'Espagne menace de se transformer en un conflit mondial impérialiste, dans lequel la bourgeoisie des pays fascistes, et celle des pays démocratiques, aidé par ses laquais réformistes-staliniens dans l'union sacrée, veut entraîner les masses ouvrières, l'une au nom de la politique d'expansion et de « revanche » de 1914-1918 et l'autre au nom de la défense de la démocratie contre la barbarie fasciste, etc.

Le gouvernement contre-révolutionnaire, bonapartiste, policier Negrin, ne manœuvre que de façon à provoquer ce conflit, dans l'espoir de pouvoir ainsi dissimuler son incapacité de résister politiquement et militairement au fascisme.

Ce gouvernement, plus préoccupé d'éliminer l'avant-garde révolutionnaire de la

classe ouvrière d'Espagne que de combattre le fascisme, n'a fait qu'aplanir les difficultés à celui-ci.

Le « génie » de Negrin, vanté par « l'antifascisme » de tous les pays, et particulièrement par la social-démocratie italienne du « Nuovo Avanti » (14 janvier 1939), a con-

sisté surtout à faciliter la tâche sanglante du fascisme, en lui préparant une classe ouvrière exsangue, découragée et « résignée » par les longs mois de répression féroce, avant de lui livrer le terrain « républicain » conquis en juillet 36 par l'héroïsme des milices ouvrières.

## La Gauche Communiste et la fondation du P.O.U.M.

**P**EUT-ON dire que toutes les responsabilités de la défaite en Catalogne, incombent au gouvernement Negrin, sans tenir compte des facteurs qui ont permis la formation de celui-ci ? Non. Certes, le gouvernement Negrin a joué dans le camp « républicain » le rôle le plus sanglant et contre-révolutionnaire, puisqu'il est né de la « défaite » des journées révolutionnaires de mai 37. Mais il faut remonter aux premiers mois de la guerre civile, pour rechercher les causes fondamentales de la défaite, et de la révolution démocratique qui devait trouver sa solution dans la victoire de la révolution prolétarienne et de la guerre contre le fascisme, c'est-à-dire sur le plan de la théorie de la révolution permanente.

Ces causes ont été : la politique contre-révolutionnaire du front populaire, la présence prépondérante de l'anarchisme « apolitique »... dont les chefs se sont intégrés d'une façon totale dans toute la plus abjecte besogne des différents gouvernements formés après juillet 36, qui ont tour à tour détruit toutes les conquêtes prolétariennes, et surtout l'absence d'un véritable parti révolutionnaire marxiste, devant prendre la direction de la classe ouvrière en armes et la conduire dans la voie de la victoire de la révolution socialiste.

✱

D'aucuns diront : « Mais il y avait le P.O.U.M. ?... — Oui, il y avait le P.O.U.M., qui, bien que regroupant l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat d'Espagne, et particulièrement de Catalogne, n'était qu'un parti centriste incapable d'assumer politiquement le rôle de guide révolutionnaire, parce que né d'une fusion erronée entre le Bloc Ouvrier et Paysan (comprenant à son tour des éléments petits-bourgeois du parti com-

muniste des Baléares) et la Gauche Communiste (Bolchevik-Léniniste).

A la suite de cette fusion, les membres dirigeants de l'ex-gauche communiste déclaraient que l'opposition de gauche B.-L., et particulièrement le camarade Trotsky, avaient tort de qualifier leur action de trahison.

Cependant, voici, extraite de la revue théorique de la gauche communiste espagnole : « Communismo », numéro 14, juillet 1932, l'opinion d'Andrés Nin sur le Bloc Ouvrier et Paysan, avec lequel il devait fusionner deux années plus tard :

« La politique du Bloc ouvrier et paysan de Catalogne, n'a pas été plus cohérente (Que celle du P.C.E., n.d.l.r.).

Au fond, elle a été aussi schématisée et anti-dialectique que celle du Parti communiste. Si celui-ci se basait sur les abstractions de Moscou, le Bloc se laissait emporter par les mots d'ordre plus ou moins ingénieux, mais tout aussi arbitraires, lancés par Maurin. Le résultat de ceci a été la création d'une organisation extrêmement confuse au point de vue idéologique, qui a fait un tort incalculable au mouvement communiste ». (Andrés Nin : « L'étape actuelle de la révolution et la tactique qui s'impose ».)

La fusion de la gauche communiste avec le Bloc ne pouvait donc que former une organisation encore plus « confuse » : le P.O.U.M., puisque des militants tels que Nin, Andrade, etc..., devaient abandonner la perspective révolutionnaire internationaliste bolchevik-léniniste de la révolution mondiale, pour s'adapter bon gré mal gré, eux et les militants B.-L. en formation, à la politique centriste catalaniste du nouveau P.O.U.M. dominé par la fraction Maurin.

## Les journées de Juillet 36 et le problème de l'État

**I**L est clair que sans envisager la scission entre la fraction de gauche et la centriste, un parti comme le P.O.U.M. ne pouvait pas, après la tournure prise par les événements de juillet 36, indiquer à la classe ouvrière la

voie juste à suivre ; et la participation trois mois plus tard, du P.O.U.M. au nouveau gouvernement de la Généralité de Catalogne, ne fut ni une « particularité de la situation espagnole » ni une « collaboration à un gouvernement révolutionnaire » ni encore

une « situation que beaucoup qualifient de trahison sans en comprendre le sens », mais bel et bien ce qui s'appelle en toutes les langues : collaboration de classe avec la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie et les couches réactionnaires à leur service ; réformisme-stalinisme, collaboration qui n'était que la conséquence de toute la ligne politique opportuniste centriste et non-révolutionnaire de ce parti, désirant se maintenir dans le cadre de la légalité démocratique antifasciste.

« En Catalogne, après le 19 juillet, toutes les organisations ouvrières et républicaines incluses étaient d'accord sur une chose : c'était l'heure de la révolution prolétarienne ; la guerre et la révolution sont inséparables.

Plus tard, au mois d'octobre 1936, quand se constitua le gouvernement de la Généralité avec la participation de toutes les organisations ouvrières et syndicales, le P.O.U.M. y entra. Andrés Nin occupa le Conseil de Justice. Ce gouvernement, à sa formation, fit la déclaration suivante : La guerre et la révolution sont inséparables et la vie nouvelle se construira sur des bases socialistes. De cette ligne politique découlent plus ou moins tous ses décrets. » (Extrait de la brochure « Autour du procès du P.O.U.M. », éditée par « Independent News », 1933.)

Par conséquent, le P.O.U.M. soutient donc encore aujourd'hui, après la tragique expérience, que le décret de dissolution des Comités révolutionnaires suivi de la reconstitution du Gouvernement de la Généralité faisait partie de la « construction de la vie nouvelle sur des bases socialistes », alors que ces Comités étaient les seuls organes d'un futur pouvoir prolétarien, et constituaient une dualité de pouvoir en face du pouvoir ébranlé de la bourgeoisie. Il est impossible de croire que la fraction de gauche du P.O.U.M. l'ignorait. Comme il est absurde d'admettre que cette même fraction était persuadée qu'un gouvernement présidé par Companys, et constitué avec des éléments républicains, réformistes, staliniens, anarchistes, pouvait songer au socialisme, alors que sa première tâche fut de détruire les plus importantes conquêtes prolétariennes de juillet.

••

Dans le cours des événements qui suivirent les journées de juillet 36, tandis que la classe ouvrière était armée, et les rapports de force favorables à celle-ci, aucune organisation « révolutionnaire », ni le P.O.U.M., parti « marxiste », ni la C.N.T. - F.A.I. « anti-staliniens », n'a songé au problème fondamental, dont dépend en toutes circonstances et

en tous pays, le sort d'une révolution prolétarienne : le problème de la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la Dictature du prolétariat.

« Le 19 juillet, autant le gouvernement de Madrid que celui de Barcelone cessèrent pratiquement d'exister. Ce fut la classe ouvrière qui, pour son propre compte, organisa la lutte contre le fascisme, et l'ordre de la vie nouvelle sur des bases socialistes. » (« Independent News », Autour du procès du P.O.U.M.)

Les gouvernements « cessèrent pratiquement d'exister ». Mais l'Etat bourgeois existait-il oui ou non ? Sans aucun doute, oui, quelque ébranlé par l'ampleur inattendue des événements. Et cet Etat fonctionnait prudemment, mais fonctionnait. Les banques, les ministères, les corps armés de la bourgeoisie continuaient d'exister : la « Guardia civil » avait simplement changé de nom, mais était armée et toujours prête à défendre l'Etat bourgeois.

Et c'est en présence de l'Etat bourgeois, qu'ils avaient aidé à se ressaisir avec leur collaboration au pouvoir, que le P.O.U.M. et la C.N.T. parlaient qui de « révolution socialiste », qui de « communisme libertaire ».

Toutes les falsifications et toutes les tentatives de justification ne pourront pas effacer ceci : la marche de la révolution a été déviée dès son début par les mêmes partis qui se flattaient, en paroles, de la conduire à la victoire.

Les fautes terribles de tactique révolutionnaire et d'organisation commises par les camarades B.-L. du S.I. sur les événements d'Espagne, sont venues s'ajouter à l'incapacité, à l'opportunisme et aux trahisons de la C.N.T. et du P.O.U.M., abandonnant ainsi la classe ouvrière au destin que lui avait déjà préparé la bourgeoisie « antifasciste » qui fomentait la contre-révolution.

Dans la mesure où il leur était possible d'intervenir politiquement dans la guerre civile, les B.-L. et le S.I. ont aussi leur part de responsabilités, non en ce qui concerne la victoire immédiate de la révolution socialiste — celle-ci étant impossible à concevoir sans la présence d'un parti révolutionnaire possédant une longue tradition marxiste et une solide expérience — mais en ce qui concerne la création d'un jeune parti armé idéologiquement et capable, dans une prochaine étape, d'assumer le rôle de guide révolutionnaire du prolétariat. Cette tâche pouvait être réalisée plus facilement dans une situation révolutionnaire telle que celle de juillet 36 à mai 37, qu'actuellement, après l'étranglé-

ment de la révolution, la déclamation de l'avant-garde de la classe ouvrière, et la victoire du fascisme.

✱

En mars 1937, après l'exclusion du P.O.U.M. du gouvernement. « Le Soviet », né de la scission des E.-L. de Barcelone, écrivait sur le problème de l'Etat :

« Le désaccord théorique historique entre l'anarchisme et le marxisme révolutionnaire a consisté, de la part des anarchistes, à nier toute forme d'Etat, de pouvoir, de gouvernement en toute époque. Mais quelle coïncidence historique... devant la « réalité » des problèmes de la révolution, l'anarchisme et le syndicalisme anti-étatiques, anti-autoritaires, etc..., se sont convertis ; ils ont fini par admettre l'Etat et l'autorité. La gravité consiste en ce qu'ils l'ont fait, non vis-à-vis d'un Etat ouvrier ou de l'autorité de la dictature du prolétariat, mais vis-à-vis de l'Etat bourgeois, et de la dictature de la république démocratique de M. Azana. » (« Le Soviet », mars 1937, n° 6.)

Mais de leur conversion en instruments de l'Etat bourgeois et en complices du gouvernement Negrin dans les assassinats des militants révolutionnaires d'avant-garde, les dirigeants anarcho-syndicalistes préfèrent ne pas parler. Il leur est beaucoup plus aisé de faire de continues diversions à épisodes... sur Cronstadt (« Le Libertaire ») que de parler de leur trahison. Seul Santillan, grand théoricien de l'anarchisme espagnol et ex-ministre de la Généralité, a tenté d'expliquer (« Le Libertaire ») que ceci avait été une « erreur ». Mais la soi-disant « erreur » continue encore actuellement, et les Garcia Oliver, Vasquez, Montseny et Segundo Blanco ne se sont pas encore décidés à abandonner le gouvernement contre-révolutionnaire Negrin.

Dans le même numéro du « Soviet » on peut lire :

« Le P.O.U.M. qui se réclame du marxisme révolutionnaire et se dit lui-même la continuation du Parti bolchevik de Lénine et Trotsky en Espagne, non seulement n'a pas donné d'importance au problème de la destruction de l'Etat, mais il a fait exactement le contraire, en participant à un gouvernement de coalition,

dont la mission était de renforcer l'Etat miné de la bourgeoisie. »

Le P.O.U.M., parti marxiste, n'a pas songé que le marxisme-léninisme enseigne que la classe ouvrière doit démolir l'appareil de l'Etat bourgeois, pour construire sur ses ruines un Etat prolétarien socialiste. Il n'a pas songé non plus que le devoir d'un parti révolutionnaire était de dénoncer les dirigeants anarcho-syndicalistes, lors de leur participation au pouvoir de la bourgeoisie, comme des traîtres ayant abandonné leurs principes de dizaines d'années de lutte contre l'Etat.

Au lieu de démontrer aux ouvriers anarcho-syndicalistes trompés la trahison de leurs dirigeants, le P.O.U.M. a imploré sa propre collaboration au gouvernement, après avoir félicité les anarchistes de la leur. Plus tard, les dirigeants du P.O.U.M. ont expliqué leur participation au pouvoir en disant que le gouvernement de la Généralité constitué après les journées de juillet, était « un gouvernement révolutionnaire, puisqu'il comprenait des membres de toutes les organisations ouvrières ».

Après son exclusion du gouvernement, le P.O.U.M. a essayé de se rattraper en lançant le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier-paysan », mais sans parler de la destruction de l'Etat bourgeois... qui est la première phase de la construction d'un gouvernement ouvrier et paysan — élu par les comités, conseils ou soviets des ouvriers, des paysans et des soldats, sur la base d'une véritable démocratie prolétarienne — et seul capable de forger son arme invincible de combat contre le fascisme et le capitalisme : l'Armée Rouge.

Qu'on le veuille admettre ou non, la collaboration, qui est devenue une soumission des partis et organisations « révolutionnaires » C.N.T. - F.A.I. - P.O.U.M. au pouvoir de la bourgeoisie, a servi de premier signal à la marche en avant de la contre-révolution.

La défaite de la guerre civile sur le terrain militaire n'est actuellement que la conséquence inévitable de la défaite de la guerre civile sur le terrain social et politique, défaite favorisée par la politique contre-révolutionnaire du front populaire, et la politique confuse et opportuniste du P.O.U.M. et de la C.N.T.

## La dissolution des comités, première étape de la contre-révolution

**A** PRES la dissolution des Comités, seuls véritables ennemis de classe de la bourgeoisie, celle-ci peut se préparer à la contre-révolution. Ses agents sont au travail. Les locaux du P.O.U.M. ont

été envahis à Madrid par les « brigades de choc » du stalinien Santiago Carrillo ; au front, les avions envoyés par Staline mitraillaient les lignes du P.O.U.M. et de la « colonne Durruti ». La C.N.T. n'en souffre mot, et le

P.O.U.M. se tait pour « ne pas se prêter à la provocation ».

Le stalinisme, qui a déjà asséné un premier coup mortel dans le dos du prolétariat espagnol, en assassinant la vieille garde bolchevique, vend, après trois mois de guerre civile, des armes à la république démocratique d'Azana, et obtient en échange son intervention dans la politique du pays. Le P.S.U.C. est constitué en Catalogne, et hurle à la mort contre la classe ouvrière armée en demandant, au nom de la défense des institutions démocratiques : « un gouvernement fort, un gouvernement qui gouverne », une « Armée populaire » (« Treball », février 37), etc., etc...

Largo Caballero, alors ministre de la Guerre, président du Conseil et secrétaire du P.U.G.T. réformiste-stalinienne, déclare en mars 37 (« La Vanguardia ») : « la république espagnole conservera certainement sa forme politique d'avant la révolution ».

Les dirigeants de la C.N.T. l'approuvent en publiant cette déclaration en première page de leur journal (« Solidaridad Obrera », février 1937) et ajoute même : « noire révolution doit être espagnole et doit avoir un caractère national ».

Le P.O.U.M. lance des mots d'ordre d'alarme, « révolution en danger » ; « gouvernement ouvrier et paysan de la Généralité » (« L'Hora » du 5 mars). Nih déclare dans

« La Batalla » du 5 mars : « Devant le danger de la contre-révolution, le moment de réagir est venu » ; mais sans dire que la seule façon de le faire est encore de regrouper les forces de la classe ouvrière et les mener à la lutte pour la préparation de la prise du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la Dictature du prolétariat, seule capable de sauver la révolution en danger. Seule, cette politique révolutionnaire internationaliste pouvait mobiliser le prolétariat international contre la montée contre-révolutionnaire en Espagne, et le pousser à intervenir en faveur de la révolution en exigeant la levée du blocus des démocraties, et en agissant en tant que classe révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie.

Au lieu de suivre cette voie qui était toute la clé de la victoire et de la sauvegarde de la révolution, les dirigeants du P.O.U.M. ont cru bon de faire les « anti-trotskyistes » cent pour cent, afin d'essayer d'éviter les coups de la réaction... « A la porte les « trotskystes », nous ne sommes pas « trotskystes », etc., etc... criaient alors les membres de l'ex-gauche communiste.

Et le signal d'alarme du P.O.U.M. décrétant la « révolution en danger » n'a pas dépassé les limites des bavardages sur les « possibilités révolutionnaires » d'un tel ou tel autre gouvernement, mais sans jamais mentionner l'unique perspective révolutionnaire juste : celle de la prise du pouvoir par une seconde insurrection armée prolétarienne.

## La "Semaine de Mai"

**F**ORTE de tous ces facteurs qui lui donnent son autorité un moment menacée, la bourgeoisie charge ses sbires staliniens et réformistes de trouver un prétexte pour déclarer la guerre au prolétariat révolutionnaire de Catalogne, afin de le désarmer, l'encadrer dans la lutte pour la « démocratie » contre le fascisme..., mais surtout pour démontrer à ses alliés démocratiques de tous les pays, qu'elle est capable d'écartier le danger de révolution prolétarienne.

L'assaut de la Centrale téléphonique de Barcelone, le 3 mai 37 (précédé par d'autres provocations dans la campagne catalane, Fatarellas, etc...) par les forces de la contre-révolution, est le signal de la lutte armée.

La contre-révolution bourgeois-réformiste-stalinienne, se heurte à une riposte farouche de la classe ouvrière :

« Avec ce premier mouvement, on est entré dans la seconde phase de la guerre civile, imprégnant à celle-ci le caractère

socialiste de tout le mouvement. Le mouvement commencé le 3 mai n'est pas un mouvement « antifasciste » confus et sans perspective de classe comme celui du 19 juillet 36 : ce mouvement est la lutte pour le pouvoir, entre deux classes de la société : bourgeoisie et prolétariat. La classe ouvrière est sortie de la phase confuse de l'antifascisme, des illusions et des trahisons du front populaire et est entrée dans la phase prolétarienne, socialiste de la guerre civile actuelle. La garantie de poursuivre la lutte pour le pouvoir est le fusil à l'épaule des travailleurs et la construction d'une direction révolutionnaire. » (« Le Soviet », 5 mai 1937, n° 9.)

Pendant quatre jours, le prolétariat tient les barricades, dressées contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire et ses laquais, en dépit de n'être dirigé ni par la C.N.T., ni par le P.O.U.M., qui se battent, mais sont à la remorque de la classe ouvrière.

« La réponse magnifique faite à la con-

tre-révolution par le prolétariat en armes de Barcelone, est d'une signification profonde : la classe ouvrière a répondu avec toute sa conscience de classe, et à la bourgeoisie et ses chiens sanglants réformistes-staliniens, et à la trahison des dirigeants des partis « révolutionnaires ». Si, par manque d'une direction révolutionnaire capable, la classe ouvrière a répondu

à la provocation et a été vaincue pendant les journées de mai, elle n'en a pas moins démontré d'une façon indiscutable que les partis « ouvriers » ont perdu la confiance des masses travailleuses : la C.N.T. et l'U.G.T. ont renouvelé deux jours de suite « l'arrêt du feu » et la « reprise du travail », sans que ces ordres aient trouvé d'écho. » (« Le Soviet », juin 1937, n° 10.)

## La contre-révolution bourgeoise-staliniste-réformiste du Front Populaire écrase le prolétariat dans le sang

PAR l'absence d'une direction révolutionnaire, la « semaine de mai », qui marquait la première étape de la révolution prolétarienne est réprimée dans le sang et les trahisons. Le prolétariat catalan est désarmé, les patrouilles de contrôle dissoutes, les derniers comités révolutionnaires existants sont exterminés, l'Armée populaire est constituée ; les locaux du P.O.U.M., des « Jeunesses libertaires », des « Amis de Durruti » sont saqués. La contre-révolution prend le dessus et assassine les ouvriers révolutionnaires par centaines. Les jeunes prolétaires particulièrement, dont les récentes expériences feront des militants d'avant-garde de demain sont les plus sauvagement frappés.

Un nouvel ordre va régner... c'est celui du bonapartisme policier du gouvernement Negrin. Les chacals staliniens et réformistes crient victoire. « Le gouvernement Negrin complètera l'Armée populaire, implantera un ordre antifasciste, désarmera l'arrière-garde et l'épurera de tous les contre-révolutionnaires », dit « Travail », organe du P.S.U.C. « C'est un gouvernement contre-révolutionnaire », crie « Solidaridad Obrera », organe de la C.N.T., ce qui n'empêche pas les dirigeants anarchistes de prêter leur appui à celui-ci quelques jours après. Le P.O.U.M. demande un gouvernement Caballero « plus démocratique » ; il maintient son centrisme habituel.

Cependant Negrin se met au travail : le P.O.U.M. est mis hors-la-loi, le C.E. est mis en état d'arrestation et transféré à Madrid. Andrés Nin a disparu : on apprend bientôt qu'il a été assassiné. La répression s'abat féroce sur les groupes d'avant-garde, assassinant ou faisant « disparaître » des militants E.-L. : Tosca, volontaire depuis août 36 dans la colonne internationale du P.O.U.M. sur le front de Hueaca, Moulin, Wolff, etc. Le stalinisme est intervenu de toutes ses forces dans l'étranglement de la révolution, implantant les méthodes du Gué-

péou en Espagne et préparant des procès à l'instar des « procès » de Moscou.

Cependant que le gouvernement Negrin s'ingénie à persécuter, à traquer la classe ouvrière et à étouffer la moindre opposition prolétarienne, les défaites militaires se succèdent : le mont d'Aragon s'écroule, les hordes de Franco s'emparent de Costellon, de Lerida, citadelle révolutionnaire où les militants du P.O.U.M. emprisonnés par ordre de Negrin-Prieto sont abandonnés dans les prisons ou assassinés, par les staliniens.

Commandée par les Miaja, les Rojo, Cabrera, Pozas, Burillo, généraux traîtres qui n'ont fait que suivre l'exemple de leurs prédécesseurs à la Villaiba, etc., passés à Franco après avoir livré Malaga, Bilbao, les Asturies, etc., et les Modesto, Lister, agents du Guépéou qui viennent de livrer Barcelone et toute la Catalogne au fascisme, l'Armée populaire est considérablement affaiblie, non seulement par la disproportion d'armement d'avec l'ennemi, soutenu par Mussolini et Hitler, mais surtout par son manque de base et par son rôle réactionnaire au service du réformisme, du stalinisme et de la démocratie de l'impérialisme international, qui la privent du soutien de la classe ouvrière et des paysans.

Après la rupture du front d'Aragon, Negrin fait opérer le « retrait des volontaires des brigades internationales », réduisant ainsi à zéro le caractère internationaliste de la guerre civile, bien que les « Brigades internationales » commandées et organisées par le réformisme et le stalinisme des Marty-Gallo-Nenni, etc., ne fussent plus les mêmes qui opérèrent aux fronts d'Aragon et de Madrid, aux côtés des milices ouvrières.

L'Etat-major « républicain » fait déclencher l'offensive en Estramadure alors que Franco avance, entre à Tortosa, à Tarragone et arrive aux portes de Barcelone, dont Negrin veut faire une « seconde Madrid ».



Devant la menace grandissante, la C.N.T. et l'U.G.T. lancent le mot d'ordre de mobilisation générale. « Tous aux fortifications » ; « No pasaran ».

Le P.O.U.M. lance un appel (voir « Inde-

pendent News ») dans lequel il reprend son mot d'ordre d'août 36 : « Haata vencer o morir », indiquant ainsi qu'il a toujours été pour une politique antifasciste abstraite et rien de plus.

## Le gouvernement Negrin-Guépéou livre la Catalogne révolutionnaire au fascisme

**L**ES chefs des fronts populaires, les Cachin-Thorez, qui ont déployé toutes leurs forces pour l'écrasement de la révolution prolétarienne ; les Blum-Nenni-Attlee qui ont été avec Eden-Staline les artisans de la « non-intervention », en pleine période révolutionnaire (Blum ne s'est-il pas vanté d'avoir « laissé prendre Irun et San Sebastian »), tous espèrent au miracle de Barcelone. Mais Barcelone n'est plus la même qui repoussa le fascisme en juillet 36, elle n'est plus la forteresse révolutionnaire de la semaine de mai 37 : ses meilleurs combattants sont tombés ou sous les balles fascistes ou assassinés et emprisonnés par les sbires de Negrin-Guépéou. Le prolétariat révolutionnaire de Barcelone a été frappé à mort par la contre-révolution favorisée par les dirigeants de ses organisations de classe qui l'ont trahi, et l'ont conduit à l'abattoir qui, pour « la défense de la patrie envahie » qui pour « gagner d'abord la guerre contre le fascisme et faire ensuite la révolution », et qui pour combattre « hasta el fin » sans autre perspective que la lutte antifasciste, insuffisante aux intérêts de la classe ouvrière.

Sans combat, après des bombardements terribles, Barcelone est « tombée » et avec elle succombe toute la Catalogne révolutionnaire.

Le charlatanisme de Negrin, déclarant qu'il « sauvera la situation » parce que « la République dispose maintenant de combattants qui sont dans une forme parfaite, de matériel de guerre en abondance et de courage à revendre »... n'a pour but que de cacher aux yeux des ouvriers trompés par les belles phrases du front populaire, la banqueroute de celui-ci, que même « Le Peu-

ple » du 2 février qualifie de « débâcle ».



Devant l'avance du fascisme, le gouvernement Negrin-C.N.T.-Guépéou n'a pas eu la force de maintenir ses accusations infâmes d'« espionnage et de haute trahison » contre les militants d'avant-garde emprisonnés. Il a ouvert les prisons, dévoilant ainsi l'odieuse machination des amalgames staliniens, faisant partie du plan de la contre-révolution et destinée seulement à exterminer le mouvement révolutionnaire, afin d'écartier tout danger de révolution prolétarienne.

Le front populaire, érigé sur les cadavres des travailleurs révolutionnaires d'Espagne s'est décomposé. Les « héros » qui ont favorisé les plans du fascisme : Martínez Barrio, Giral, Largo Caballero (qui laissa s'organiser la provocation des « journées de mai 37 ») prennent la fuite. Les désaccords sont grands entre les membres même du gouvernement de la république démocratique. Azana demande l'armistice ; Companys se plaint de la répression exercée « par les Castellans sur les Catalans » ; Negrin, soutenu par les Hernandez-Comocera-Diaz du P.C. et du P.S.U.C., veut continuer la lutte et s'installe à Madrid.

Cette comédie de résistance désespérée de la part des égarés de la révolution ne fera que prolonger encore la longue agonie de la guerre civile, sans apporter la victoire des « armes républicaines »... mais ne pourra pas faire oublier aux ouvriers du monde entier le barrage de sang qui se dresse entre la démocratie bourgeoise et ses complices réformistes, staliniens, etc... et le prolétariat révolutionnaire d'Espagne.

## La politique de trahison du Front Populaire a donné naissance à la non-intervention

**T**ANDIS que Mussolini et Hitler célèbrent la « victoire » de Franco en Catalogne, tout l'antifascisme, la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales, l'anarcho-syndicalisme et le centrisme, etc... sont d'accord pour expliquer que la défaite de l'Armée populaire a été une question de manque d'armement. « L'Humanité », super-patriote, demande : « des avions et des canons pour la défense de notre frontière »

(27 janvier 39) ; Blum, qui a si « loyalement respecté la non-intervention » (« Populaire », 18 janvier 39), reconnaît aussi la supériorité d'armement des troupes frankistes ; les anarcho-syndicalistes lancent des appels signés par Mariano Vasquez et Pedro Herrera, demandant des armes (« S.I.A. », 26 janvier 39) ; « Le Libéral » (26 janvier 39) demande « l'ouver-

ture de la frontière » ; Marceau Pivert, qui vota la « non-intervention » avec Léon Blum, en plein processus révolutionnaire en Espagne, qualifie celle-ci d'erreur à son début et demande « du bié et des armes » (« Juin 36 », 20 janvier 39).

Il serait absurde de penser que le manque d'armement n'a pas été une des causes de la défaite de l'Armée populaire ; mais le problème militaire doit être considéré en même temps que le problème politique, et il ne faut pas oublier l'exemple de l'Armée rouge de Lénine et Trotsky, qui vainquit les armées coalisées du capitalisme international, beaucoup plus puissantes en armements. Il ne faut pas oublier non plus que, dans le cours de la guerre civile en Espagne : Monte Aragon, Estrecho Quinto, Guadalajara, la défense de Madrid, qui ont été les seules véritables victoires du camp « antifasciste », ont été remportées par les milices ouvrières démunies d'armement en face d'un matériel fasciste plusieurs fois supérieur. Notre camarade Tosca, combattant au front de Huesca, et assassiné par le Guépéou à Barcelone, écrivait :

« Sur ce front, on occupa Monte Aragon et Estrecho Quinto alors qu'existait encore le Comité central des milices antifascistes. Cette victoire nous coûta un grand nombre de victimes, pendant dix jours de combat, mais qu'importe, l'objectif fut atteint. Il fut atteint, non par nos moyens techniques de combat, extrêmement inférieurs à ceux des fascistes, mais par notre enthousiasme révolutionnaire, parce que nous étions convaincus de lutter pour la révolution socialiste. » (« Le Soviet », n° 5, février 37).

Certes, nous sommes de toutes nos forces pour la lutte contre le fascisme et nous sommes d'accord sur la question d'envoyer des armes à l'Espagne « républicaine ». Mais il est nécessaire de préciser : à qui envoyer ces armes et dans quel but, car le mot d'ordre stalinien-réformiste : « Ouvrez la frontière » favorise les projets de guerre de l'impérialisme et prépare l'union sacrée pour la défense de la démocratie contre le fascisme. Il ne faut pas envoyer des armes à Negrin en lui faisant confiance, car ces armes lui serviraient plus à persécuter le prolétariat révolutionnaire qu'à combattre le fascisme.

D'autre part, ces armes ne doivent pas être demandées à la république de M. Daladier qui emprisonne les volontaires internationaux d'Espagne et brime les miliciens espagnols dans les camps de concentration, mais doivent être envoyées par les ouvriers de France qui n'aideront efficacement les

prolétaires d'Espagne qu'avec leur action révolutionnaire de classe contre leur propre bourgeoisie.

On objectera sans doute : « mais il n'y a pas pour cela le temps nécessaire ; ce sont là des « conseils trotskystes », etc... C'est faux. Pour sauver une révolution trahie, il est nécessaire de se délimiter des traîtres et ne pas suivre leur vole qui a préparé ou facilité la défaite. Il faut envoyer des armes à l'Armée populaire, mais préparer en même temps sa désagrégation, en tant qu'armée au service de la bourgeoisie démocratique, et la remplacer par la seule armée capable de vaincre le fascisme et le capitalisme : l'Armée rouge des ouvriers et des paysans. Il faut envoyer des armes au gouvernement républicain, mais en même temps, une lutte politique sociale sans merci doit être engagée à l'arrière et au front, afin de le renverser et préparer la lutte pour la prise du pouvoir, la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, élu par les comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, sur la base d'une véritable démocratie prolétarienne et avec les mots d'ordre : tout le pouvoir aux comités (soviets) ; terre aux paysans ; liberté des minorités nationales, liberté au Maroc, liberté de presse, d'organisation, etc.

Cette politique révolutionnaire fera des « ravages » dans l'armée de Franco, et dans le territoire soumis à la terreur du fascisme ; elle fera relever la tête aux ouvriers ployés sous la dictature fasciste ; elle fera réveiller les instincts de classe chez les soldats, fils d'ouvriers et de paysans, trompés, qui ne tarderont pas à rejoindre leurs frères ouvriers dans la lutte commune, classe contre classe, contre le fascisme et le capitalisme.

La victoire de la guerre civile contre le fascisme ne peut pas être une victoire purement militaire, mais avant tout, une victoire sociale et politique.

« Seul le prolétariat peut lutter efficacement contre le fascisme. Il le fera en menant une guerre acharnée contre sa propre bourgeoisie, génératrice du fascisme et de guerres ; il dira : pas de front unique antifasciste avec la bourgeoisie, mais front unique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et le fascisme. » (« Le Militant rouge », organe théorique et historique des insurrections, n° 11, novembre 1926).

Le dilemme ne peut pas être « démocratie ou fascisme » comme le soutiennent les traîtres de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, il ne peut pas être non plus « fascisme ou socialisme » comme le soutiennent les cen-



tristes, dont la politique s'est avérée une expérience sanglante, ni encore moins « barbare ou civilisation », qui est la thèse de l'anarcho-syndicalisme, mais le dilemme de l'époque actuelle ne peut être que : capita-

lisme ou socialisme ; dictature bourgeoise ou dictature du prolétariat. Toutes les autres théories, qui ne sont que des petites petites-bourgeoises et opportunistes, viennent de faire faillite en Espagne.

## L'anarcho-syndicalisme et le centrisme ont aplani les difficultés à la contre-révolution

**S**I, dans le camp antifasciste, tout le monde est d'accord pour reconnaître que la défaite de Catalogne a été la conséquence de la pénurie d'armes, aucun parti ou organisation se disant d'avant-garde (à l'exclusion naturellement des partis stalinien et réformistes de la II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales, dont les dirigeants sont désormais passés maîtres dans l'art de trahir la classe ouvrière) ne veut comprendre ou reconnaître que cette défaite est principalement due à l'absence d'une direction révolutionnaire.

Les traîtres et les opportunistes, responsables de la victoire de Franco en Catalogne s'efforcent, par des versions diverses, de dévier l'attention de la classe ouvrière mondiale.

Le stalinisme et le réformisme, qui ont été les exécuteurs de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et les agents directs du fascisme, déclinent les responsabilités, en accusant la « non-intervention », la politique de Largo Caballero, l'action des « trotskystes » du P.O.U.M. et la cinquième colonne, etc., etc...

L'anarcho-syndicalisme reproche au prolétariat international « sa passivité » et le rend responsable de la défaite.

Le centrisme mentionne aussi cette soi-disant passivité du prolétariat international, et accuse les stalinien d'être les véritables responsables.

La vérité est toute autre : ce qui a manqué au prolétariat révolutionnaire d'Espagne, devant la trahison de ses dirigeants, a été un parti révolutionnaire capable de le diriger à la victoire, contre le fascisme et le capitalisme.

Dans tout le cours des événements de la guerre civile, l'absence du parti révolutionnaire s'est faite cruellement sentir. En juillet

1936, le P.O.U.M. et la C.N.T. - F.A.I. ont fait faillite en tant qu'organisations « révolutionnaires », en ne tenant compte d'aucune règle de la guerre civile, et en participant au pouvoir avec la bourgeoisie.

Avec l'expérience d'Espagne, la théorie de l'anarcho-syndicalisme officiel est passée de l'autre côté de la barricade, devenant l'alliée de la bourgeoisie démocratique contre la classe ouvrière.

Quant au centrisme, qui a été incapable de suivre une autre voie que celle de la trahison tracée par les dirigeants anarchistes, il s'est révélé tel qu'il est : opportuniste et impotent.

Le prolétariat révolutionnaire de Catalogne a fait, en mai 37, un suprême effort pour se dégrader des chaînes qui le rivient à la démocratie bourgeoise antifasciste et pour trouver enfin la voie de son émancipation. Il n'a pas réussi ; une fois de plus il a été trahi par les partis et organisations d'avant-garde.

La classe ouvrière de Catalogne est maintenant soumise à la terreur sanglante du fascisme, après avoir été soumise à celle de la contre-révolution de Negrin ; la « victoire » totale du fascisme dans le reste de l'Espagne n'est plus qu'une question de temps. Mais cette victoire sera momentanée. Le prolétariat révolutionnaire d'Espagne a beaucoup appris pendant ces longs mois de guerre civile. Il a été décimé, il va être traqué et assassiné par les hordes de Franco ; mais de nouvelles forces renaîtront qui le feront se relever et remporter une victoire foudroyante sur le fascisme et le capitalisme en faisant triompher la révolution socialiste.

La condition de cette victoire est la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, qui n'a pas surgi de tous les événements de la guerre civile.

## La voie juste est celle du bolchevisme : la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale

**A**PRES la tragique expérience d'Espagne, le centrisme et quelques « théoriciens » de l'anarcho-syndicalisme veulent faire semblant de réviser leur politique sur le problème du pouvoir et de l'Etat, en disant que « la prochaine fois », le

prolétariat devra démolir l'appareil de l'Etat bourgeois.

Les prolétaires d'avant-garde ne doivent pas se laisser tromper : le pouvoir ne peut être conquis, ni l'Etat bourgeois démolit que par une insurrection prolétarienne armée, di-

rigée par un parti bolchevik. Envisager la destruction de l'Etat, sans envisager le problème de la construction d'une direction révolutionnaire bolchevik-léniniste, signifie, de la part du centrisme et de l'anarcho-syndicalisme, tromper les ouvriers d'avant-garde et les empêcher de s'engager dans la seule voie juste aboutissant à la destruction de l'Etat bourgeois : celle primordiale de la construction du parti.

La tâche historique de construction des nouveaux partis révolutionnaires appartient à l'avant-garde du prolétariat, représentée à l'époque actuelle par les bolcheviks-léninistes, qui possèdent une longue tradition de lutte révolutionnaire marxiste, et qui sont les seuls continuateurs des principes de la victoire d'Octobre 1917.

Les trahisons et la dégénérescence de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales ont créé la nécessité de forger un nouveau plan de lutte, devant être l'arme de la victoire de la classe ouvrière sur ses oppresseurs. Historiquement, ce nouveau plan révolutionnaire de combat ne peut être représenté que par le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les crimes commis et le sabotage fait contre le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale par les différents secteurs du mouvement ouvrier : stalinisme, réformisme, anarcho-syndicalisme et centrisme, n'empêcheront pas le processus de construction des nouveaux partis révolutionnaires de se développer.

Les B.-L. ne failliront pas à leur tâche historique. Ils jetteront à la face de leurs adversaires d'aujourd'hui le résultat de leurs luttes de plusieurs années qui se résumeront dans la victoire de la révolution prolétarienne.

Au stalinisme et au réformisme, qui cajonnent et assassinent les B.-L., nous répondrons : « Vous attaquez de toutes vos forces et par tous les moyens le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, parce que ce programme est pour vous et votre politique un spectre menaçant votre emprise contre-révolutionnaire sur les masses travailleuses ».

Au centrisme, qui représente actuellement le principal obstacle pour le regroupement de l'avant-garde révolutionnaire sur des bases précises et qui ironise sur les forces de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous dirons : « Vous avez créé des partis numériquement supérieurs aux minuscules groupes B.-L. éparpillés dans le monde ; mais votre politique centriste a fait faillite en Espagne ; votre phraséologie « révolutionnaire » a trompé les prolétaires révolutionnaires et a empêché l'essor de l'avant-garde de la classe ouvrière vers la construction du guide de la révolution. Au-

jourd'hui encore, après la tragique expérience, votre ligne politique n'a pas été modifiée. Devant les ouvriers, vous essayez de critiquer et de ridiculiser le « trotskysme », parce que vous savez qu'il est synonyme de marxisme révolutionnaire, et parce que ceci vous fait peur. »

Quant aux B.-L., s'ils ont fait des lourdes fautes de tactique et d'organisation, gênés par la politique opportuniste du centrisme, ils sauront les corriger.

Nous répétons ce que nous avons toujours dit et que les prolétaires d'avant-garde comprendront tôt ou tard : seuls les bolcheviks-léninistes combattent à l'époque actuelle, sur un plan révolutionnaire précis : celui du regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière sur le plan de la IV<sup>e</sup> Internationale. Seuls, les B.-L. et surtout le camarade Trotsky ont vu clair dans les événements d'Espagne ; dès août 1936, Trotsky affirmait dans « Les premières leçons de l'Espagne » que la classe ouvrière d'Espagne ne pouvait pas sortir victorieuse de la guerre civile, parce qu'il lui manquait une direction révolutionnaire.

Dans tous leurs aspects, les événements de la guerre civile lui ont donné raison, non pas parce « Trotsky est un prophète », comme le disent ironiquement les centristes, mais surtout parce que le camarade Trotsky est un marxiste révolutionnaire internationaliste

Et c'est dans la voie de la construction de cette direction révolutionnaire, qui manque au prolétariat international, que nous avons toujours lutté et luttons encore, avec Trotsky, quelquefois contre lui, mais jamais sans ses enseignements ni sans tenir compte de sa perspective révolutionnaire, qui est la seule appropriée, actuellement, à la lutte pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Pour les B.-L. officiels, ou non-officiels, parce qu'exclus de l'organisation démodée de démocratie prolétarienne, une tâche existe, dont dépend l'avenir de toute la classe ouvrière. Il ne faut pas sacrifier cet avenir — qui, sans la présence des nouveaux partis révolutionnaires, apparaît bien sombre, — à la politique de haine, de prestige et d'autorité personnels. Cette politique a laissé la classe ouvrière d'Espagne payer de son sang les trahisons des dirigeants de ses organisations de classe, sans pouvoir se redresser. Cette même politique a eu des conséquences néfastes en France, lors de la grève du 30 novembre, qui s'est terminée par un échec, dû à l'absence d'une direction révolutionnaire. La division des rangs B.-L. dans le monde entier a créé un certain découragement chez

les militants d'avant-garde qui se sont détachés des partis de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, et qui s'orientent maintenant vers le centrisme, malgré la politique erronée et opportuniste de celui-ci.

En présence des dangers croissants de guerre impérialiste, devant la victoire presque totale du fascisme en Espagne, devant les luttes décisives qui se préparent en France, les bolcheviks-léninistes ne doivent plus attendre. Il faut rejeter les méthodes employées jusqu'ici, qui n'ont eu pour effet que de désagréger et discréditer le mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est grandement temps de préparer un Congrès mondial de toutes les forces de la IV<sup>e</sup> Internationale, afin de donner au prolétariat son véritable Etat-major. Un travail commun doit être réalisé entre les B.-L. officiels et les exclus, afin de pouvoir propager les idées de la IV<sup>e</sup> Internationale, sans que les adversaires de celle-ci puissent invoquer le prétexte de la division, pour en écarter les militants d'avant-garde.

En France, le P.S.O.P. représente presque ce que le P.O.U.M. était en Espagne. La situation n'est évidemment pas la même, mais les B.-L. ne doivent pas commettre les erreurs qui se sont vérifiées en Espagne. C'est en France que se joue maintenant le sort de la classe ouvrière d'Europe. Si un parti révolutionnaire se dégage en France, la montée révolutionnaire deviendra irrésistible et atteindra les pays soumis à la dictature fasciste et en particulier l'Espagne, qui vient de faire l'expérience la plus tragique du mouvement ouvrier international.

Le seul moyen d'aider le prolétariat révolutionnaire de Catalogne et d'Espagne à se relever de sa terrible défaite, est de lutter avec acharnement pour la construction des nouveaux partis révolutionnaires dans le monde. Les bolcheviks-léninistes sauront démontrer qu'ils continueront leur tâche jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au triomphe de la révolution prolétarienne.

Le 20 février 1939.